VIREMENT DE CREDITS

Décret N° 66-334 du 29 août 1966 portant virement de crédits d'article à article.

Nous, **Habib Bourguiba**, Président de la République Tunisienne,

Vu le décret du 12 mai 1966, portant règlement sur la comptabilité publique, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété;

Vu la loi N° 60-1 du 12 mars 1960, portant loi organique du budget et notamment son article 11;

Vu la loi N° 65-46 du 31 décembre 1965, portant loi de finances pour la gestion 1966;

Vu le décret N° 66-1 du 5 janvier 1966, portant répartition par article des crédits ouverts par la loi de finances pour la gestion 1966;

Sur la proposition du Secrétaire d'Etat au Plan et à l'Economie Nationale,

Décrétons :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisé le virement de crédits d'article à article ci-après à l'intérieur du chapitre VII « Secrétariat d'Etat au Plan et à l'Economie Nationale » du budget, titre I pour la gestion 1966.

DIMINUTIONS	MONTANT (en Dinars)	AUGMENTATIONS	MONTANT (en Dinars)
<i>Section I</i>		<i>Section I</i>	
<i>Article 22.</i> — Autres engagements à la charge de l'Etat	10.000	<i>Article 21.</i> — Dette viagère	10.000
Total.....	10.000	Total.....	10.000
<i>Section II</i>		<i>Section II</i>	
<i>Article 50.</i> — Missions particulières au Secrétariat d'Etat au Plan et à l'Economie Nationale	50.000	<i>Article 31.</i> — Rémunérations d'activités : Personnel en surnombre et personnel employé d'une manière accidentelle (temporaire ou contractuel)	10.000
		<i>Article 33.</i> — Rémunérations accordées à des particuliers non fonctionnaires prêtant leur concours à l'Administration. Attributions de toutes natures	15.000
		<i>Article 40.</i> — Dépenses de matériel et de gestion administrative	25.000
Total.....	50.000	Total.....	50.000

ART. 2. — Le Secrétaire d'Etat au Plan et à l'Economie Nationale est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel de la République Tunisienne*.

Fait à Tunis, le 29 août 1966.

P. Le Président de la République Tunisienne :
*Le Secrétaire d'Etat à la Présidence,
et par délégation,*

BAHI LADGHAM.

AGREMENT DE COOPERATIVES

Arrêté du Secrétaire d'Etat au Plan et à l'Economie Nationale du 27 août 1966 portant agrément de coopératives.

Le Secrétaire d'Etat au Plan et à l'Economie Nationale,

Vu la loi N° 64-56 du 28 décembre 1964, relative à l'agrément des coopératives et notamment ses articles 1 et 2;

Vu le décret N° 65-189 du 16 avril 1965, fixant la composition et les règles de fonctionnement de la commission d'agrément des coopératives et notamment son article 5;

Vu l'avis de la commission d'agrément des coopératives en date du 4 mai 1966;

Vu l'avis du Sous-Secrétaire d'Etat aux Finances et au Développement;

Arrêtent :

ARTICLE UNIQUE. — Sont agréées les Caisses de Crédit Mutuel indiquées dans le tableau ci-après :

DENOMINATION	GOVERNORAT	DELEGATION	SIEGE SOCIAL	N° D'AGREMENT
— Caisse Locale de Crédit Mutuel de Soliman	Nabeul	Soliman	Soliman	258 766 001
— Caisse Locale de Crédit Mutuel de Menzel Bou Zelfa	»	Soliman	Menzel Bouzelfa	258 766 022
— Caisse Locale de Crédit Mutuel de Béni Khalled	»	Soliman	Béni Khalled	258 766 003
— Caisse Locale de Crédit Mutuel de Korba	»	Korba	Korba	253 766 004
— Caisse Locale de Crédit Mutuel de Kélibia	»	Kélibia	Kélibia	252 766 005
— Caisse Locale de Crédit Mutuel de Menzel Temime	»	Menzel Temime	Menzel Temime	254 766 006

DENOMINATION	GOUVERNORAT	DELEGATION	SIÈGE SOCIAL	N° D'AGREMENT
— Caisse Locale de Crédit Mutuel de Nabeul	Nabeul	Nabeul	Nabeul	256 766 007
— Caisse Locale de Crédit Mutuel de Zaghouan	»	Zaghouan	Zaghouan	259 766 008
— Caisse Locale de Crédit Mutuel de Hammamet	»	Hammamet	Hammamet	251 766 009
— Caisse Locale de Crédit Mutuel de Grombalia	»	Grombalia	Grombalia	250 766 010
— Caisse Locale de Crédit Mutuel de Pont du Fahs	Béja	Pont du Fahs	Pont du Fahs	059 766 011
— Caisse Locale de Crédit Mutuel de Djebeniana	Sfax	Djebeniana	Djebeniana	191 766 012
— Caisse Locale de Crédit Mutuel de M'saken	Sousse	M'saken	M'saken	237 766 013
— Caisse Locale de Crédit Mutuel de la Manouba	Tunis	La Manouba	La Manouba	011 766 014
— Caisse Locale de Crédit Mutuel de Bizerte	Bizerte	Bizerte	Bizerte	031 766 015

Vu :

*Le Secrétaire d'Etat à la Présidence,***BAHI LADGHAM,**

Tunis, le 27 août 1966

*Le Secrétaire d'Etat au Plan
et à l'Economie Nationale,***AHMED BEN SALAH,**

INSPECTEURS STAGIAIRES DES AFFAIRES FONCIÈRES
Arrêté du Sous-Secrétaire d'Etat à l'Agriculture du 27 août 1966
relatif à l'organisation et au programme de l'examen de fin
de stage des Inspecteurs Stagiaires des Affaires Foncières.

Le Sous-Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,

Vu la loi N° 59-12 du 5 février 1959, fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat;

Vu le décret N° 60-62 du 2 mars 1960, portant statut particulier du corps d'Inspecteurs des Affaires Foncières, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété;

Vu le décret N° 60-66 du 2 mars 1960, relatif au classement hiérarchique et à l'échelonnement indiciaire des Inspecteurs et Contrôleurs des Affaires Foncières, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété;

Arrête :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux Inspecteurs des Affaires Foncières Stagiaires recrutés en application des paragraphes A et B de l'article 3 du décret sus-visé N° 60-62 du 2 mars 1960.

ART. 2. — L'examen de fin de stage prévu à l'article 8 du décret sus-visé N° 60-62 du 2 mars 1960, a lieu au Sous-Secrétariat d'Etat à l'Agriculture à l'expiration de la période de stage.

La date en est fixée par décision du Sous-Secrétaire d'Etat à l'Agriculture.

ART. 3. — L'examen de fin de stage comporte deux épreuves écrites, subies indifféremment et pour leur totalité soit en langue arabe, soit en langue française au choix du candidat.

ART. 4. — Les épreuves de l'examen de fin de stage comportent :

a) une épreuve sur un sujet puisé de l'actualité économique et sociale de la Tunisie ;
(Durée 4 heures, coefficient 5)

b) une épreuve professionnelle dont le sujet est tiré des matières relevant de la compétence de la Sous-Direction des Affaires Foncières (annexe ci-jointe) ;
(Durée 4 heures, coefficient 5).

ART. 5. — Il est attribué à chacune des épreuves écrite et orale prévues à l'article précédent, une note numérique exprimée de 0 à 20.

Toute note inférieure à 6, ayant application du coefficient, est éliminatoire.

En outre, il est attribué à chaque Inspecteur Stagiaire une note spéciale de service décernée par le Sous-Directeur des Affaires Foncières et affectée du coefficient 5.

Le minimum de points exigé pour l'admission est fixé à 150.

Tunis, le 27 août 1966

*Le Sous-Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,***MOHAMED JEDDI.**

Vu :

*Le Secrétaire d'Etat à la Présidence,***BAHI LADGHAM,****ANNEXE****PROGRAMME DE L'ÉPREUVE PROFESSIONNELLE**
Droit Foncier et Tenures Foncières**A. — Législation foncière**

- Notions générales et élémentaires sur les matières suivantes : notions du patrimoine, classifications diverses des biens meubles et immeubles
- La possession : action possessoire
- Les différentes manières d'acquérir la propriété
- Les droits réels divers
- Les formes de la propriété (habous, enzel, melk)
- Législation sur les terres collectives
- La coopération agricole
- La réforme agraire en Tunisie
- Les terres domaniales.

B. — Tenures Foncières

- Caractéristiques et historiques des différentes tenures foncières en Tunisie, les habous, l'enzel, les terres collectives, Les terres domaniales et les terres d'extrême indivision.